

Toepassing van artikel 51 van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad. Interpellatie van N. KAMMACHI, gemeenteraadslid, betreffende de schietpartijen te Kuregem en Peterbos.

F. BEN HADDOU donne lecture du texte suivant :

F. BEN HADDOU geeft lezing van de volgende tekst:

Lundi dernier, nous étions réunis au sein du Conseil de police. Nous y avons posé des questions, cherché des explications mais on nous a répondu d'attendre jusqu'à mercredi. Nous sommes maintenant mercredi et nous revenons vers vous car la situation est grave et exige des réponses immédiates.

19 ans ! Le jeune garçon, qui est mort samedi soir, avait 19 ans. Il aurait pu être mon fils, le fils d'une amie, le fils d'une voisine. 19 ans ! il avait l'avenir devant lui, des rêves et en une fraction de seconde, tout s'éteint. Une vie gâchée, une famille en deuil. Une victime de plus dans notre commune.

Je m'exprime aujourd'hui en tant qu'habitante de Cureghem, une habitante qui ressent dans ses tripes, qui vit ici. Jour après jour, une maman qui voit, entend et vit les conséquences d'une insécurité grandissante. Les habitants de Clemenceau, d'Aumale, de Peterbos et d'autres quartiers ont peur. Peur pour eux-mêmes, peur pour leurs enfants, peur pour leurs proches, cette peur n'est pas abstraite, elle est palpable, elle se lit dans les regards, dans les discussions qu'on partage. Les faits le montrent et plusieurs articles de presse récents l'ont encore souligné.

Les premières victimes et les personnes les plus affectées par les réseaux de drogue et de criminalité sont les jeunes issus des quartiers populaires, ceux qui grandissent ici, dans nos rues, dans nos écoles, ce sont des visages, des noms, parfois des destins brisés. Et pendant ce temps, ceux qui décident de notre sécurité habitent bien loin, à l'abri de cette réalité.

Les quartiers Clemenceau, Aumale, Peterbos, ainsi que d'autres zones sensibles de notre commune, subissent depuis de très nombreuses années un désinvestissement qui se ressent très fort en matière de sécurité. Citoyens, associations et élus ont tiré la sonnette d'alarme à maintes reprises par le biais d'interpellations citoyennes, de courriels et de demandes d'actions concrètes. Pourtant, ces appels sont restés sans réponse. Il a fallu qu'une vidéo montrant deux individus armés de Kalachnikovs, fasse la une des médias pour que le Ministre se déplace enfin sur les lieux. En l'espace de trois jours, nous avons déploré un blessé et un mort. Aujourd'hui, on déplore d'autres victimes. Soudain, des membres de partis politiques descendent, pour la première fois, dans mon quartier, après l'avoir uniquement méprisé et jugé à distance auparavant. Ce sont, pourtant, ces mêmes partis qui sont passés par le Ministère de l'Intérieur au cours des vingt-cinq dernières années. Ce sont ces mêmes partis, maintenant dans le gouvernement « Arizona » qui attaquent aujourd'hui les conditions de travail et les pensions des militaires et des policiers !

La situation actuelle n'est pas due au manque d'efforts de nos services publics car le travail qu'ils ont réalisé est incroyable, mais bien au fait qu'elle les a mis à bout de souffle. Comment fonctionner correctement lorsqu'on coupe dans les budgets de la police judiciaire fédérale, comment traquer efficacement les grands trafiquants, lorsqu'on réduit le nombre de contrôleurs fiscaux, comment lutter contre le trafic qui rentre dans le port d'Anvers lorsque les effectifs de la police maritime et des Douanes ont été réduits ?

On parle de plus de 200 millions d'Euros de coupe budgétaire réalisée dans la police judiciaire fédérale par la « NVA » et le « MR ». 200 millions qui ont pour conséquences, la suppression de 400 emplois et la suppression de 400 postes au SPF « Finances » qui analysaient les transactions financières. Pourtant, comme nous a montré l'histoire, Al Capone ne s'est pas retrouvé en prison parce qu'il avait été pris sur le fait de ses activités de contrebande d'alcool et de drogue, mais pour blanchissement d'argent. A Anvers, un seul container sur quarante est contrôlé, laissant les narcotrafiquants se développer sans réel contrôle efficace. Hier, au Parlement bruxellois, des personnes de référence de la thématique qui nous préoccupent ont été auditionnés et se sont exprimées avec des mots et des prises de position très fortes.

Monsieur Julien Moinil, Procureur de Roi et Madame Ine Van Wymersch, Commissaire nationale aux Drogues, n'ont fait que confirmer ce que je viens de dire quant à l'impact du sous-financement de la sécurité. Le Procureur du Roi a, lui-même, tristement constaté après la première fusillade à l'arme d'assaut à « Clemenceau » que la « Section crime » de la police fédérale ne sait pas prendre en charge le dossier car elle est en manque de moyens. Autrement dit, il s'est produit une fusillade à l'arme d'assaut dans nos quartiers, mais les partis « MR » et « NVA » ont tellement sous-financé la justice, que l'on a même plus d'enquêteurs spécialisés pour retrouver les coupables !

Le Procureur du Roi et la Commissaire nationale aux Drogues ont utilisé une image forte, qui m'a beaucoup marqué, pour décrire cette situation sécuritaire dans nos quartiers, celle de l'iceberg. Ce que nous voyons en surface, les tirs, le deal de rue, les intimidations, n'est que la partie émergée du problème. L'essentiel est sous l'eau, invisible : corruption, économie illégale, blanchissement d'argent, marchands de sommeil, pauvreté, crise du logement, chômage, décrochage scolaire, absence de perspective pour notre jeunesse. C'est là que se joue la bataille contre l'insécurité, tant que nous ne mettrons pas les moyens pour agir sur cette partie immergée de l'iceberg, il continuera de grandir et la situation de nos quartiers continuera de se dégrader.

Or, que veut faire le nouveau gouvernement « Arizona » face à cette réalité ? Accentuer encore cette politique d'austérité dans la police judiciaire fédérale, dans la police de proximité, dans le sous-financement chronique des services sociaux, des écoles, des structures d'aide aux jeunes, laissant des générations entières sans filet de sécurité. Tout cela a comme résultat que les barons de la drogue prospèrent pendant que les habitants subissent la peur et les tirs au quotidien. Une approche globale est donc indispensable. Lutter contre la criminalité et garantir la sécurité des citoyens exige une vision complète, un véritable investissement dans la police judiciaire et le SPF « Finances » pour attaquer, à la source, les crimes organisés. Il faut investir dans une politique sociale et de prévention efficace qui finance les écoles et les associations de quartier, les maisons de jeunes, le sport et la culture, une meilleure coopération entre la police, la justice, les services sociaux. Au lieu d'une approche purement répressive, un plan d'urgence pour le logement et la lutte contre la précarité doit voir le jour pour endiguer le recrutement des jeunes par les trafiquants.

Notre responsabilité est de ne pas laisser l'iceberg grandir. Nous ne pouvons plus nous contenter d'une politique de surface. Si nous ne nous attaquons pas aux causes profondes de cette crise, nous continuerons à courir après les conséquences. Nous demandons aujourd'hui des engagements concrets et des moyens réels pour une sécurité durable. Sans cela, nous ne ferons qu'observer, impuissants, l'iceberg qui s'étendra encore et encore.

Cher membre du Collège, je pense que vous souhaitez ne plus entendre qu'un autre de nos concitoyens soit mort ou meurt lors d'une fusillade. Je vous demande d'agir pour que les balles ne pleuvent plus dans nos quartiers et pour que nos proches soient protégés et qu'on puisse proposer un avenir épanouissant à nos jeunes.

Mes questions sont les suivantes.

1. Quelles mesures urgentes le Collège prévoit-il pour soutenir, renforcer et pérenniser le travail de toutes les associations de terrain, qui agissent au quotidien en faveur de la jeunesse de notre commune et, par extension, contribuent également à la sécurité de tous ? Elle joue un rôle essentiel pour prévenir la criminalité et contribuer à la sécurité de tous.

Pourtant, le président du « MR », Monsieur BOUCHEZ se permet, il y a quelques jours de dénigrer ce travail, alors qu'il faut au contraire le soutenir davantage. Une réunion urgente est nécessaire avec les associations de terrain. Va-t-on l'organiser ?

Quelles mesures concrètes sont prévues pour rétablir les moyens nécessaires à la zone de police « Midi », afin de lutter efficacement contre les narcotrafiquants et la criminalité organisée.

Au-delà des réponses temporaires, qu'elle stratégie à long terme est envisagée pour restaurer durablement la paix dans nos quartiers ?

Quelles mesures sont envisagées pour rétablir une véritable police de proximité dans notre zone « Midi » ?

Quel engagement sont prévus pour recruter et surtout pour former des agents dédiés à cette mission ?

Nous ne pouvons plus nous permettre d'attendre la prochaine tragédie pour agir. La sécurité de toutes et tous, à commencer par les habitants des quartiers populaires et la prévention doivent être des priorités absolues.

N. KAMMACHI donne lecture du texte suivant :

N. KAMMACHI geeft lezing van de volgende tekst:

La semaine dernière, notre commune a malheureusement été le théâtre de trois fusillades en trois nuits consécutives.

Deux ont eu lieu près de la station de métro « Clemenceau », à Cureghem, et la troisième dans le quartier du Peterbos, entraînant la mort d'un homme. Ces événements, liés au trafic de drogue, ont profondément choqué notre communauté. Et la situation ne s'améliore pas car, mercredi dernier, un nouvel incident s'est produit près du métro « Clemenceau », où une personne armée d'une Kalachnikov a pris la fuite. Cet événement, qui s'ajoute à la liste déjà trop longue des actes de violence, montre que la crise est loin d'être résolue et que l'urgence est criante plus grande que jamais. Entretemps il y a eu d'autres incidents, un jeune garçon de 19 ans est décédé vendredi dernier.

Les habitants, y compris les enfants, vivent désormais dans la peur. Certains parents hésitent même à envoyer leurs enfants à l'école. Des témoignages publiés sur « Facebook » par des enseignants et des parents d'élèves des écoles situées à proximité de « Clemenceau » révèlent leur effroi lors de ces fusillades. Un résident a déclaré : *"Vers 4h du matin, j'ai été réveillé par des tirs en rafale... Mon fils de 7 ans s'est réveillé en pleurs. La nuit, notre commune ressemble à une zone de guerre. Cela ne peut plus durer."* La directrice d'une ASBL de jeunes dans le quartier de Cureghem, me confiait qu'elle avait reçu des témoignages de jeunes affirmant que ce n'est que le début. Selon eux, les coups de feu au Peterbos sont monnaie courante, mais ils ne font pas la une des médias. Des habitants et des jeunes du quartier lui ont confié que cette violence les pousse à envisager de quitter Anderlecht. La situation est en train de chasser les Anderlechtois, qui ne se sentent plus en sécurité chez eux.

Au-delà des enfants, des adolescents et des parents, cette violence a un impact dévastateur sur la cohésion sociale. Les personnes âgées ou en perte d'autonomie, déjà vulnérables, sont désormais terrifiées à l'idée de sortir de chez elles. Cet isolement forcé aggrave leur précarité et fragilise encore davantage le tissu social de nos quartiers. Dans ce contexte, il est regrettable d'entendre des propos remettant en cause le travail essentiel des associations de terrain. Récemment, le président du « MR », Monsieur Bouchez, a critiqué leur action, suggérant qu'elles ne proposeraient pas de solutions concrètes. Pourtant, ces structures sont indispensables pour prévenir la violence et accompagner les jeunes en difficulté.

Face à cette situation, nous souhaitons connaître les mesures que la Commune prévoit pour répondre à cette crise. J'ai déjà interpellé le Conseil de Police sur ce qui se passe actuellement dans nos quartiers. Je mets ici un focus sur ce que la Commune peut faire pour que apaiser nos quartiers.

1. Renforcement de la sécurité : Quelles actions concrètes sont prévues pour augmenter la présence policière et sécuriser les quartiers touchés ? Jusqu'à quand ces mesures de sécurisation seront-elles maintenues ? Nous craignons en effet qu'elles ne soient levées trop rapidement, laissant la place à de nouveaux incidents.

Tous les jours, nous recevons des appels. Tous les jours, on nous dit qu'on ne voit pas la police alors qu'il y a des faits similaires chaque soir, chaque jour. J'aimerais que l'on me réponde « la police est bien présente » mais, par rapport à un dispositif particulier, nous ne la voyons pas. Il faut aujourd'hui obtenir une réponse claire, car je n'ai pas obtenu cette réponse lors du Conseil de Police lundi soir.

2. Prévention et sensibilisation : Quels programmes seront mis en place pour sensibiliser les jeunes aux dangers du narcotrafic et de la violence ?

3. Soutien aux victimes :

Les membres du Collège se rendent-ils compte que les tirs successifs, lorsqu'on emprunte ces mêmes rues, ces mêmes quartiers où ils se produisent une fragilité psychologique. Cela signifie que, systématiquement et psychologiquement, des personnes, des jeunes, des enseignants sont victimes de ce qui se passe.

Quels dispositifs psychologiques et sociaux seront déployés pour aider les habitants, notamment les enfants, les enseignants des écoles environnantes et les personnes âgées, traumatisés par ces événements ? Qu'a-t-il été fait spécifiquement pour les écoles situées à proximité de « Clemenceau », où des fusillades ont eu lieu ?

Nous savons qu'un courrier a été distribué par l'Administration communale et signé par le Bourgmestre pour expliquer qu'il œuvre pour que cette situation s'améliore à proximité des écoles. Mais ce n'est pas suffisant car les mots ne suffisent plus.

J'ai été contacté par une dame, une psychologue du quartier Clémenceau, me disant qu'elle et ses confrères sont même prêts à se rassembler pour accompagner des enfants et des enseignants des écoles. Il suffit de leur en faire la demande. Des solutions concrètes et rapides peuvent être mises en place dans nos quartiers.

4. Collaboration avec les autorités : Comment la Commune travaille-t-elle avec la police fédérale et le Parquet pour lutter contre le trafic de drogue ?

5. Communication avec l'opposition : Les élus de l'opposition pourraient-ils être régulièrement informés et associés aux réflexions ? Les élus apprennent les informations par voie de presse. Pourrait créer un comité d'urgence regroupant un représentant de chaque parti afin de pouvoir discuter et d'être informés de ce qui se passe, pour qu'ils puissent être le relais des habitants qui nous questionnent quotidiennement.

6. Communication avec les habitants : Quelles initiatives sont-elles prévues pour informer et rassurer les résidents sur les mesures prises et leur durée ?

7. Réaction aux propos de Monsieur Bouchez : Les membres du Collège partageant la même couleur politique que Monsieur Bouchez se désolidarisent-ils de ses propos sur les associations de terrain ?

Nous saluons les efforts du Bourgmestre qui a renforcé la présence policière et collaboré avec les forces de l'ordre de la zone « Midi ». Ces actions visant à combattre ce "*cancer pour nos quartiers*" sont un pas dans la bonne direction. Les Conseillers communaux « ECOLO-GROEN » restent engagés à ses côtés pour trouver des solutions durables.

Cependant, si les autorités ne prennent pas des mesures fortes et durables, nous risquons de voir la situation dégénérer davantage car les habitants sont à bout. Certains craignent que cette escalade de violence ne mène à des tragédies encore plus graves : un mort de plus, une guérilla urbaine, ou pire. Nous ne pouvons pas en arriver là. Il est de notre devoir d'agir maintenant pour éviter un drame humain et social.

Par ailleurs, je tiens à rappeler que cette situation n'est malheureusement pas nouvelle. Nous, « ECOLO-GROEN », avons interpellé des dizaines de fois sur la situation dans ces quartiers lors des Conseils de police. Pourtant, nos alertes n'ont jamais vraiment été prises au sérieux. Trop souvent, les mesures mises en place ne sont que des cache-misères, incapables de résoudre les problèmes structurels des quartiers Cureghem et Peterbos. Lors du précédent mandat, nous avons proposé le « Plan Cureghem », un projet ambitieux visant à coordonner les compétences de chaque échevin pour apporter des solutions durables à ce quartier. Malheureusement, cette initiative n'a pas été soutenue à la hauteur des enjeux.

De plus, dans le cadre de mon échevinat des « Contrats de quartiers durables », j'avais personnellement introduit une candidature auprès de la Région pour un contrat de quartier spécifique à Cureghem. Malheureusement, cette candidature n'a pas été retenue par le Ministre-Président. Cette décision a été une occasion manquée de renforcer durablement ce quartier et d'y apporter des solutions structurelles.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une approche globale et coordonnée, qui dépasse les mesures ponctuelles et s'attaque aux racines du problème. Nous ne pouvons plus nous contenter de solutions superficielles. Nous sommes conscients de la complexité de cette lutte, mais il est crucial de rétablir la sécurité et la confiance dans notre commune. Nous espérons des actions rapides et efficaces pour protéger nos concitoyens et éviter de nouveaux drames.

Enfin, en tant qu'élus écologistes, nous réaffirmons notre volonté de faire partie de la solution. Nous refusons toute opposition systématique et tendons la main à toutes les forces politiques prêtes à collaborer pour garantir la sécurité et l'avenir de notre commune.

C. CHERFAN donne lecture du texte suivant :

C. CHERFAN geeft lezing van de volgende tekst:

Imaginez, vous marchez le matin vers la station de métro, prêt pour une nouvelle journée de travail, ou vous êtes en route avec vos enfants vers leur école. Soudain, vous voyez deux hommes lourdement armés tirer en l'air. La panique éclate, et les gens courent dans toutes les directions à la recherche de sécurité. Les criminels lourdement armés s'enfuient dans les tunnels du métro. La police déploie des unités spéciales, tout le trafic du métro est arrêté. Et les auteurs, eux, parviennent à s'enfuir.

Cela ressemble à une scène de film d'action ou à une situation de zone de guerre, mais cela se passe ici même, à Anderlecht, à la station de métro « Clemenceau ». Et les habitants se retrouvent pris au piège d'un scénario où la criminalité devient de plus en plus audacieuse et où la sécurité est de moins en moins une évidence. Les gens quittent notre commune, et honnêtement, qui pourrait les blâmer?

Il est inacceptable que les habitants de notre commune vivent dans la peur constante.

La gestion de la sécurité à Anderlecht est une question de vie ou de mort pour nos citoyens. Qui voudrait encore vivre dans une commune où les criminels font la loi?

C'est pourquoi j'adresse quelques questions au Collège :

- Que compte faire l'Administration communale pour empêcher Anderlecht de sombrer davantage dans ce type de violence liée à la drogue?
- Quelles mesures sont mises en place pour redonner un sentiment de sécurité à nos habitants?
- Des investissements supplémentaires sont-ils prévus pour la vidéosurveillance, la surveillance policière et la prévention?
- Pourquoi le pouvoir politique semble-t-il toujours réagir après coup, au lieu d'agir de manière proactive contre ces réseaux criminels?
- Êtes-vous allés à la rencontre des familles des personnes touchées et leur avez-vous proposé un soutien psychologique? Quel plan d'action avez-vous prévu pour elles?
- Combien de policiers fédéraux avez-vous mobilisés et quel budget avez-vous prévu pour cela? Pourriez-vous fournir des chiffres concrets et indiquer dans quel délai pensez-vous pouvoir résoudre ce problème dramatique.
- Peut-être la question la plus importante : que répondez-vous aux familles qui vivent ici et se demandent s'il ne vaudrait pas mieux aller vivre ailleurs?

Les habitants d'Anderlecht méritent mieux que de simples promesses et une mauvaise gestion. Ils méritent une Administration communale qui prenne la sécurité au sérieux.

Alors, que comptez-vous faire?

M. OUALAOUCH donne lecture du texte suivant :

M. OUALAOUCH geeft lezing van de volgende tekst:

La sécurité dans notre commune est un enjeu crucial comme nous avons pu le constater encore récemment avec les événements tragiques qui ont touché les quartiers de Cureghem et du Peterbos.

L'heure n'est plus aux discussions, l'heure est venue d'agir. Nous sommes sur une corde raide qui peut nous faire basculer, si rien est fait aujourd'hui, dans un environnement instable et incontrôlable.

Au fil des années, les habitants, les comités de quartier et d'autres acteurs du milieu associatif ont essayé d'alerter sur la situation sans malheureusement voir celle-ci s'améliorer.

Le quartier du Peterbos ne fait pas exception à cela. Les milliers d'habitants qui vivent dans ce qu'on pourrait appeler un « village dans la ville » ont à nouveau du faire face à une fusillade ayant entraîné le décès d'une personne. Triste de constater dans certains témoignages que ces événements viennent à être considéré comme des faits divers où les habitants ne savent plus comment réagir face à cette situation inconcevable.

Des récits comme celui de cette personne qui m'a raconté que dans le bloc dans lequel elle vivait, un individu a mis le feu à plusieurs reprises aux caméras de surveillance et aux ascenseurs. Les habitants ont essayé de demander de l'aide à la société de logement pour que des mesures soient prises et dans un premier temps, il a été conseillé aux habitants de s'adresser à la Commune. Voyant que cette réponse ne suffisait pas, la société de logement en question est revenue vers les habitants du bloc en leur donnant une autre possibilité, leur donner une formation pour éteindre les incendies.

Je vous le disais en introduction, nous sommes sur une corde raide, allons-nous en arriver à ce que ça soit les citoyens qui doivent agir de leur propre chef pour répondre à leurs demandes.

Si je vous expose tout ça, l'objectif est ici réellement de vous transmettre des éléments que vous n'avez peut-être pas en votre possession pour pouvoir répondre au mieux aux attentes du terrain.

Parmi les pistes de solution, j'ai entendu le Ministre de l'Intérieur dire « *nous allons mettre plus de bleu dans la rue, 'meer blauw op de straat'* ». Certainement, nous avons besoin de moyens en effectifs et en matériels mais une solution durable ne réside pas seulement là-dedans.

La problématique dans nos quartiers ne date pas d'hier et même d'un temps où je n'étais peut-être pas encore né, c'est donc un problème continu dans le temps.

Et la preuve en est, hier encore en commission du Parlement bruxellois, la Commissaire nationale aux Drogues disait qu'une solution durable ne réside pas simplement dans un nombre d'effectifs policiers supplémentaires. Autres preuves, jeudi soir, lors de la 2e fusillade à Clemenceau, le Ministre de l'Intérieur disait au journal télévisé de la « RTBF » que « *la situation est sous contrôle* » et, quelques heures plus tard, une fusillade éclatait à nouveau.

Alors j'ose espérer que depuis, le ministre de l'Intérieur s'est rendu compte que la situation n'était peut-être pas totalement sous contrôle et que des mesures plus concrètes car on ne voit pas toujours les agents de police déployés sur le terrain, on les voit à certains moments, puis on ne les voit plus. Ils ne sont peut-être pas spécialement bien dispatchés sur le territoire, dans les endroits stratégiques, ce qui fait que, lors d'une fusillade, la police n'était pas très loin mais elle n'a pas pu faire grand-chose pour intervenir.

Les habitants du Peterbos se demandent aussi si l'idée d'un projet de mise en place d'une antenne de police, qui date déjà depuis plusieurs années, va enfin voir le jour.

Enfin, avant de vous exposer mes différentes questions, j'aimerais aussi qu'on retienne que le Peterbos ça n'est pas que du négatif car on a souvent tendance à oublier les bons côtés. Ce qui est communiqué continuellement dans les médias ne reflètent pas toujours la réalité. Un travail quotidien est fait par les animateurs du quartier pour permettre à la jeunesse de s'émanciper. Ces mêmes jeunes qui font la fierté de notre commune, qui s'adonnent à des activités sportives par exemple et qui gagnent des titres, c'est cette image là aussi qu'on doit retenir du Peterbos et qu'on devrait garder.

Vous ayant exposé cela, mes questions sont les suivantes :

- Le Collège va-t-il mettre sur la table le projet d'une antenne de police au sein du quartier Peterbos ?
- Quelles mesures supplémentaires seront mises en place par le Collège pour préserver la sécurité et la paix dans le parc du Peterbos à long terme?
- Un plan global pour redynamiser le quartier avec par exemple plus de commerce de proximité, des événements, activités est-il envisagé par le Collège ?

S. AKREMI dit que la situation est actuellement grave, que ce soit à Cureghem ou au Peterbos. Plusieurs fusillades y ont eu lieu et la commune est passée à la une des journaux. Il demande à tous les Conseillers d'être solidaires, peu importe la couleur politique, puisqu'aujourd'hui cette crise doit être surmontée. Il appelle les Conseillers à ne plus entrer dans le jeu des réseaux sociaux face à des personnes n'habitant même pas la commune et qui n'en connaissent même pas la sociologie.

Au nom du groupe « PS », il se dit aussi solidaires avec tous les habitants d'Anderlecht, tout comme avec les agents de police, les ambulanciers et toutes les personnes qui ont pu intervenir lors des événements. Le groupe « PS » demande qu'après cette crise, il y ait une vraie police de proximité de manière accrue issue d'un plan concret. Il demande qu'il y ait de vraies actions et de tirer la sonnette d'alarme au niveau fédéral et régional. Il tient à remercier Monsieur le Bourgmestre pour le travail quotidien qu'il mène depuis plusieurs semaines, travail qui n'est pas facile.

P. KOMPANY donne lecture du texte suivant :

P. KOMPANY geeft lezing van de volgende tekst:

L'insécurité est une préoccupation majeure pour l'ensemble des Anderlechtois et Anderlechtoises. La majorité partage pleinement les émotions suscitées par les événements tragiques qui ont eu lieu ces dernières semaines et encore la nuit passée dans notre commune. Les fusillades et les affrontements entre bandes et les images de violence qui circulent sont inacceptables, elles viennent heurter notre conception du vivre ensemble et compromettent la tranquillité dans nos quartiers.

Ces dernières semaines, plusieurs fusillades ont eu lieu sur notre territoire, notamment à proximité des stations de métro « Clemenceau », « Aumale » et « Saint Guidon », ainsi que dans le quartier « Peterbos ». Ces actes de violence extrêmes ne sont plus isolés et témoignent d'une véritable guerre de territoires liés au trafic de drogue.

Comme le Procureur du Roi a pu l'indiquer, ce sont les autorités judiciaires qui ont le contrôle des enquêtes. Suite à l'émotion suscitée par tous ces drames, les parents ont le droit de se plaindre, mais il faut faire travailler ceux qui peuvent nous donner des rapports plus précis et résoudre les problèmes. Il est inacceptable que nos quartiers soient pris en otage par des criminels et que nos citoyens et citoyennes vivent dans la peur. La majorité est pleinement consciente de cette situation et agit avec détermination, contrairement à ce qui est parfois suggéré. La Commune et ses autorités n'ont jamais sous-estimé l'ampleur du problème. Dès les premières alertes, des actions ont été entreprises pour renforcer la présence policière et intensifier la lutte contre la criminalité. La Police locale a été mobilisée au maximum de ses capacités et des contacts réguliers sont établis avec les niveaux de pouvoir régionaux et fédéraux pour obtenir des renforts et coordonner les efforts.

La majorité a également insisté pour que la Police fédérale apporte son soutien face à cette criminalité organisée qui dépasse largement le cadre communal. La collaboration avec les services judiciaires est essentielle pour s'attaquer au réseau criminel qui gangrène certains quartiers. Cette action ne se limite pas à une simple augmentation des effectifs, elle inclut un travail de fond pour démanteler ces organisations. Cependant, il est clair que la Commune ne sait lutter seule contre un problème d'une telle ampleur. La question de trafic de drogue qui est au cœur de ces violences nécessite une intervention forte des autorités supérieures. Le Collège a appelé le Gouvernement fédéral à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour renforcer la lutte contre ces réseaux. Que ce soit en matière de répression, d'investigation ou de coopération internationale.

Le trafic de stupéfiants est un problème global et les Communes comme Anderlecht en subissent directement les conséquences. Il est impératif que des moyens supérieurs soient déployés pour lutter à la source de ce fléau. Par ailleurs, la prévention reste un élément central de notre politique de sécurité et de sûreté.

Le Collège sait que l'arsenal répressif ne peut, à lui seul, venir à bout de cette problématique, c'est pourquoi il continue d'investir dans des projets de prévention et de soutien à la jeunesse. Il est essentiel de proposer des alternatives aux jeunes, personnes les plus vulnérables, qui risquent d'être entraînés dans cette spirale de violence. Le travail des éducateurs de rue, des associations locales et des écoles est fondamental dans cette approche.

La majorité a entendu les préoccupations des citoyens et citoyennes et le Collège sait qu'il est nécessaire d'améliorer la communication sur les actions menées. Il ne se dérobera pas face à ses responsabilités, et sera à l'écoute de ses concitoyens, du plus petit au plus âgé.

Un Conseil communal exceptionnel consacré à cette question pourrait être envisagé afin d'informer la population sur les mesures concrètes prises et à venir. La priorité du Collège reste et restera la sécurité des Anderlechtois et Anderlechtoises. Le Collège poursuivra ses efforts avec fermeté, sans relâche et en collaboration avec tous les acteurs concernés parce que la sécurité n'est ni un enjeu partisan, ni un sujet de polémique, mais une nécessité absolue pour notre commune. La solidarité s'impose pour tous, elle permettra à nos enfants, à nos parents, aux jeunes et aux plus âgés de concevoir une vie pleine de promesses dans cette commune, où il y a moyen de mettre des choses à la disposition de la jeunesse, ce qui lui éviterait d'aller rencontrer les forces du mal.

L. D'AGRO rejoint S. AKREMI sur le fait qu'il faut être solidaire, mais il aimerait rectifier quelques points abordés car il a l'impression qu'on vise souvent un parti en particulier et il aimerait simplement différencier les discours et puis les actes. Dans le programme du groupe « PTB-PVDA », on peut lire le passage « *mettons fin à la militarisation permanente de la police locale et à l'achat d'armes et de munitions de guerre pour les missions de police locale* ». Avec quelle arme les policiers doivent-ils alors se défendre face à des Kalachnikovs ?

En matière d'actes, le groupe « PTB-PVDA » a voté systématiquement, lors de la précédente législature, contre un budget protégeant la police, contre un budget permettant de protéger les Anderlechtois, contre un budget qui permettait d'acquérir du matériel de qualité, contre un budget qui permettait d'acheter des casques, des armes ou des gilets pare-balles. De ce fait, le groupe « MR » n'a aucune leçon à recevoir du groupe « PTB-PVDA ».

N. KAMMACHI demande à P. KOMPANY ce qu'il veut dire quand il parle de « nous » ? « Nous » est-il en rapport avec la Région et à son titre de Député car il a donné une série de réponses aux questionnements que le Conseil se pose.

N. KAMMACHI dit qu'il n'y a pas d'interrogation de la part de P. KOMPANY. Elle a toutefois l'impression que c'est un onzième échevin qui donnait une réponse. Elle e, conclut donc que toute une série de réponses qui ont été apportées par la Région.

Monsieur le Bourgmestre cite que la Commune traverse une crise tout particulièrement grave et peut-être, en dehors des périodes de conflits mondiaux, l'une des plus graves de son histoire. Le Collège n'a accès au dossier judiciaire, mais personne ne doute que les fusillades se répétant de manière insoutenable sont liées au narcotrafic et à la guerre que se livrent des gangs afin de contrôler les territoires et les points de deal. Ces points de deal, dont les plus lucratifs rapportent jusqu'à plusieurs dizaines de milliers d'Euros par jour, illustrent la puissance de l'ennemi auquel on fait collectivement face.

Avant de parcourir les mesures que le Collège met en œuvre pour répondre à cette situation, il voudrait une fois de plus exprimer sa solidarité envers les habitants. Il mesure à quel point l'anxiété des circonstances actuelles doit miner leur moral et leur santé. Il lui faut aussi saluer et remercier, au nom du Conseil et comme certains membres du Conseil l'ont déjà fait, les travailleurs communaux en charge de l'Entretien et de la Prévention qui continuent inlassablement à quadriller le terrain au quotidien.

Il tient à remercier les policiers de tous grades, pour leur implication dans la gestion des espaces publics.

La solution à cette crise passe en particulier dans sa phase la plus aiguë, par eux et repose sur leur dévouement. Tous les acteurs de nos différents services publics sont des héros de l'ombre et permettent de montrer que nous ne céderons en rien à la fatalité.

Deux issues sont possibles à cette crise :

- L'un des gangs en présence l'emporte sur les autres et prend le contrôle des territoires convoités. Le calme reviendra provisoirement, seulement, car les criminels à la tête des réseaux continueront à prospérer et à devenir encore plus puissants. Les prochains affrontements, qui seront inévitables pour contrôler les points de deal les plus lucratifs, auront des conséquences encore plus terribles. Cela n'est bien sûr pas l'option des autorités.

L'autre possibilité, dit-il, est que la police parvienne à démanteler ces réseaux ou à les affaiblir ou à enlever ce qui fait leur puissance : l'argent.

Lors d'une interview sur la scène du meurtre qui s'est produit samedi soir dernier, Monsieur le Bourgmestre dit avoir eu un lapsus malheureux, dans le sens qu'il voulait « *décapiter les salauds qui contrôlent les réseaux* ». Il ne plaide évidemment pas pour le rétablissement de la peine de mort, mais il voulait dire qu'il fallait décapiter, au sens figuré du terme, les réseaux de drogue. Toutefois, ce lapsus est révélateur quant à la volonté qui anime toutes les autorités publiques, tous pouvoirs confondus, de ne pas céder la place aux mafias.

Voilà en effet de nombreux mois, voire de nombreuses années, qu'avec plusieurs collègues Bourgmestres d'autres Communes parmi les plus touchées, il tire la sonnette d'alarme et appelle à une mobilisation générale contre les trafics de drogue et leurs effets dévastateurs sur les quartiers et en particulier sur la jeunesse.

Comment alors lutter aujourd'hui contre ces phénomènes ? C'est ce qu'il va tenter d'exposer en quatre axes.

- Travailler d'abord en partenariat et de manière visible car il ne faut surtout pas donner le sentiment que les citoyens sont abandonnés. C'est pour cela que le Collège a mis en place une occupation renforcée du terrain en déployant un maximum d'effectifs de manière visible dans les espaces publics les plus concernés par cette grande criminalité et par les fusillades à répétition. Cette présence augmentée, 24h/24 et 7j/7j, n'est possible que moyennant le renfort d'autres acteurs. On travaille ainsi en bonne intelligence avec la police locale et la police fédérale. Dans ce contexte, on peut compter sur l'appui non négligeable des autres zones de police, et en particulier celle de « Bruxelles-Capitale », ainsi que des équipes issues de quasi toutes les zones et formées à répliquer à l'usage d'armes lourdes.

Avec le Chef de Corps de la zone de police « Midi », Monsieur le Bourgmestre a participé aux travaux de la Conférence des Bourgmestres bruxellois qui a approuvé le principe de cet appui latéral des cinq autres zones vers la zone « Midi ». Des réunions plus opérationnelles ont ensuite été tenues, ce qui a permis de mettre en œuvre cette collaboration avec le renfort de la police fédérale qui détache quotidiennement dix-huit de ses agents.

- Soutenir ensuite les enquêtes judiciaires. Au niveau local, l'une des techniques est d'harcéler sans cesse les dealers, en les arrêtant pour montrer à tous qu'il n'y a pas de zone de non-droit ! Cet exercice de harcèlement et d'arrestation continue sans fin car la main d'œuvre utilisée par les réseaux est interchangeable à l'infini. Il convient donc de s'attaquer aux structures. Il en va de même pour les fusillades qui rythment les dernières nuits. Il faut occuper le terrain pour montrer qu'aucun quartier n'est abandonné, mais ce n'est pas la panacée. On l'a vu à deux occasions, des tirs ont eu lieu alors que les patrouilles étaient à proximité immédiate des cibles visées. De toute évidence, le déploiement de policiers, même aussi massif qu'actuellement, ne suffit pas.

C'est en soutenant pleinement le Procureur du Roi dans sa mission de coordination des enquêtes judiciaires que le Collège aura la garantie de démanteler les organisations criminelles qui tirent les ficelles, pour peu que la police judiciaire fédérale reçoive les moyens humains nécessaires à la gestion des enquêtes qui lui sont confiées. Aujourd'hui, cette dernière fait le maximum avec les moyens dont elle dispose. Actuellement, c'est le monde à l'envers car c'est à la section judiciaire d'une zone de police locale que sont confiées des enquêtes sur le crime organisé, sur les mafias internationales ; car ceux censés le faire n'ont pas les moyens de l'organiser ! Lors de la dernière réunion du « Conseil régional de Sécurité », les Bourgmestres et les Chefs de Corps ont pu rencontrer le Procureur du Roi ainsi que la Commissaire générale aux Drogues. Tous ont fait preuve de volontarisme pour identifier les commanditaires de ces séquences de tir, et de les punir. Un « Conseil de Sécurité » se tiendra par ailleurs demain et constituera une nouvelle occasion pour Monsieur le Bourgmestre de faire le point avec le Procureur du Roi et les autorités policières.

- Le troisième axe est le calendrier. En effet, il faut tenir sur la longueur car le déploiement qui s'opère depuis plusieurs semaines est quasi sans précédent à l'échelle de la zone de police « Midi ». Cela tiendra le temps que l'enquête judiciaire porte ses fruits. Mais cela n'est pas simple vu que tous les renforts ou toutes les missions autres dont on pourrait délester les services de police sont évidemment plus que bienvenues. Monsieur le Bourgmestre a rencontré Monsieur le Ministre de l'Intérieur et a plaidé une nouvelle fois pour que, dans cette situation de crise toute particulière, les zones de police bruxelloises soient déchargées des missions de solidarité, que l'on appelle la « capacité hypothéquée », vers les zones des autres régions du pays.

- Le quatrième axe consiste à « ne rien concéder ». Comme chacun le sait, les derniers jours furent très compliqués pour bon nombre d'habitants mais aussi pour tous les policiers et le personnel communal. Malgré ce lourd contexte, rien n'a été cédé face aux criminels ; toutes les équipes sont plus que jamais présentes 7j/7j dans les espaces publics afin de protéger la population, ce dans l'attente des arrestations opérées par la « PJF » à la suite de ses enquêtes. Le Conseil communal surmontera ces difficultés par l'exercice de la solidarité entre les différentes forces de police, mais aussi entre tous les services publics de première ligne. En tant qu'élus, les Conseillers doivent se montrer dignes de cet engagement total de ces hommes et de ces femmes que Monsieur le Bourgmestre remercie à nouveau. La réponse à moyen et à long terme ne sera pas uniquement policière. Le Conseil devra reprendre ses politiques sociales et émancipatrices seules garantes d'une société épanouie où chacun a l'occasion de trouver sa place. Ce sera de la responsabilité collective du Conseil.

Monsieur le Bourgmestre dit avoir entendu plusieurs appels à une réflexion globale et collective et c'est bien volontiers que le Collège associera l'ensemble des forces vives du Conseil communal à cette réflexion. Le budget qui sera présenté prochainement devra lui aussi, tout en tenant compte des contraintes que la Commune connaît, refléter plus qu'auparavant l'ambition d'émancipation sociale et culturelle. Ce n'est pas l'heure des slogans, ni du buzz médiatique, ni de tout autre acte facile et finalement irresponsable au regard des exigences du terme. Au-delà des sensibilités politiques, il constate de la plupart des intervenants montrent une forme d'unité quant aux objectifs de pacification à atteindre et de l'après-crise à surmonter. Il dit s'en réjouir et le Conseil peut compter sur la totale détermination du Collège. Il sait qu'il peut également compter sur la détermination du Conseil.

F. BEN HADDOU sait que Monsieur le Bourgmestre fait le maximum et que ce n'est pas évident avec tout ce que le « MR » et la « NV-A » ont fait subir pendant plus de vingt-cinq années. La seule chose que le « MR » sait dire sont des « fake news ». Il est vrai que le groupe « PTB-PVDA » a voté sous la précédente législature contre les armes de guerre pour équiper la police locale car il estime que celles-ci ne doivent équiper que la police fédérale ; une zone de police se doit d'être proche de la population. Le groupe « PTB-PVDA » a toujours été favorable à la protection des policiers locaux et a toujours encouragé l'acquisition de gilets pare-balle pour les protéger. Elle aussi a entendu le discours du Procureur du Roi disant qu'il n'avait pas les moyens car on ne les lui a pas donnés. Comment veut-on qu'il travaille correctement et efficacement ?! Lorsque des individus circulent en pleine rue avec des Kalachnikovs et que la violence s'étend jusque dans les transports en commun, elle estime que c'est le signe d'un échec cuisant des politiques menées depuis plus de vingt-cinq années.

Le désinvestissement a été total dans la lutte contre les barons de la drogue, et cela ne se limite pas à la sécurité mais touche aussi l'enseignement, les hôpitaux et les centres de désintoxication. Tout a mené à des économies, des coupes budgétaires et un abandon progressif des services publics. De nos jours, le secteur de l'aide à la jeunesse a la tête sous l'eau et interpelle vainement les politiques depuis plusieurs années. Dans quelques temps, les chômeurs perdront leurs allocations après deux ans. L'enseignement se dégrade de plus en plus et avec lui l'avenir des enfants ! Si l'école va mal, c'est toute la société qui va mal.

F. BEN HADDOU demande aux partis de droite, qui ont préféré financer l'armement comme si la guerre était ailleurs alors qu'aujourd'hui elle est dans les quartiers, dans les rues, dans les écoles, s'ils se rendent compte du degré d'incohérence de leurs politiques ? Ces partis parlent de sécurité mais coupent les budgets de la police fédérale, ils parlent d'éducation, mais laisse les écoles se délabrer, ils parlent de santé et de centres de désintoxication que l'on n'a jamais vu. La vérité est que les choix politiques de la majorité ont créé cette situation et, aujourd'hui, ce sont les enfants, les familles, les quartiers qui en payent le prix. La majorité ne peut pas continuer à ignorer cette réalité car la sécurité, l'éducation et la santé ne sont pas que des dépenses, ce sont aussi des investissements pour l'avenir ; si on ne comprend pas cela, la société continuera à sombrer.

N. KAMMACHI remercie Monsieur le Bourgmestre pour ses explications très claires. Elle a vraiment envie de travailler ensemble pour trouver des solutions mais elle se demande juste comment procéder. Le Conseil peut se fixer des moments hebdomadaires ou bimensuels pour débattre de ce sujet ? En tous cas, c'est la main que tend le groupe « ECOLO-GROEN » pour améliorer les choses. A son tour, elle remercie tous les policiers et les policières qui sont sur le terrain pour assurer la sécurité des citoyens, ce qui n'est ni facile ni simple.

C. CHERFAN remercie également Monsieur le Bourgmestre pour les mesures qu'il prend. Il demande toutefois s'il peut obtenir des statistiques démontrant l'impact de ces actions sur la réduction de la criminalité dans la commune ? Combien de temps ces mesures seront-elles maintenues ? Au niveau des contraintes budgétaires, le Conseil pourrait-il explorer des partenariats publics, privés ou des subventions spécifiques pour financer des projets de sécurité ? Serait-il possible de réévaluer le budget communal afin de prioriser les investissements en matière de sécurité ? En matière de communication avec les citoyens, serait-il possible de créer une plateforme en ligne par laquelle les résidents peuvent signaler des incidents en temps réel ?

M. OUALAOUCH remercie Monsieur le Bourgmestre pour les précisions qu'il a apportées. Il sait qu'il est un fervent défenseur des zones de police telles qu'elles existent actuellement et que les coupes budgétaires au niveau fédéral font qu'on ne peut pas attendre continuellement une aide venant du fédéral ou du régional. Or, c'est bien le niveau fédéral qui doit jouer son rôle en réévaluant les pouvoirs locaux. Le message qui lui parvient des citoyens de la commune est qu'ils ont besoin d'un Bourgmestre qui est fort dans cette situation, un Bourgmestre qui prend des décisions allant dans le sens de la population, qui ont un impact direct dans la commune sans attendre une aide externe, bien que nécessaire. La position du Bourgmestre est difficile mais il a néanmoins pris la responsabilité d'exercer cette fonction, ce pourquoi la population attend de sa part des mesures claires et concrètes.